



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Un-combat-perdu-d-avance>

ACTUALITÉ

Un combat perdu d'avance...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1040 - février 2004 -

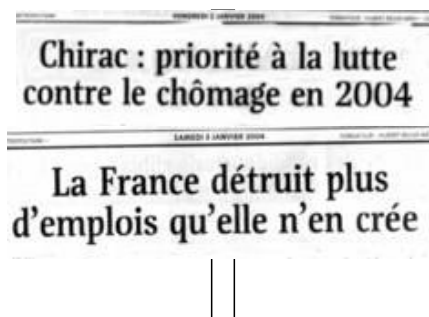
Date de mise en ligne : vendredi 10 novembre 2006

Date de parution : février 2004

Description :

L'espoir ne peut venir d'un président qui promet de répartir un nombre croissant de chômeurs dans un nombre décroissant d'emplois tout en augmentant la durée du travail, car cela relève de la quadrature du cercle.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés



C'est celui que prétend mener cette année le Président de la République. Dans ses vœux aux Français, le soir du 31 décembre, il a fait de la lutte contre le chômage la priorité absolue pour 2004. Mais dans ce combat contre l'insécurité sociale, les effets d'annonce à la Sarkozy ou la communication à la Raffarin seront impuissants face aux contraintes imposées par l'économie néo-libérale. À moins d'imaginer que Chirac soit soudain devenu un vrai socialiste...

Un discours ambigu

Après avoir rappelé les "progrès" dans la voie du "redressement" du pays : « l'insécurité recule, les retraites sont sauvegardées, les impôts et les charges en baisse, les dépenses de l'État stabilisées... et les 35 heures assouplies » (!!!), le chef de l'État a décrété « la mobilisation pour l'emploi » dont l'objectif est « de remettre sur les voies de l'activité les Françaises et les Français, et notamment les jeunes, que le système laissait jusqu'à présent sur le bord de la route. » Puis, il a précisé : « Se mobiliser pour l'emploi, c'est relancer nos efforts de recherche, mais aussi d'équipement et d'infrastructure, indispensables à une puissance économique durable. C'est aussi poursuivre notre politique de création d'entreprises et de défense de notre industrie. » Beau programme quand on sait que, dans le même temps, le gouvernement réduit drastiquement les crédits et les créations d'emplois dans la recherche et que 155.200 emplois industriels ont été supprimés depuis le premier trimestre 2002 dont 33.000 au cours du troisième trimestre 2003, selon un rapport [\[1\]](#) de la DARES, organisme d'études du ministère de l'emploi. Bien pire encore, le tertiaire n'assure plus la relève du secteur industriel en matière de création d'emplois : il n'y en a eu que 10.000 dans les services, et le commerce a perdu 5.000 emplois. Au total, ce sont encore 20.000 emplois qui ont été supprimés au troisième trimestre 2003, tous secteurs confondus. Toujours en 2003, les faillites ont augmenté de plus de 7% : 46.000 sociétés ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Ce sont pour la plupart des sociétés de petite taille, créées depuis moins de cinq ans, appartenant aux secteurs de la distribution, du textile, de l'informatique, des transports, de l'alimentation,... en bref, ce sont ces PME sur lesquelles compte J. Chirac pour relancer l'emploi ! « Se mobiliser pour l'emploi, c'est permettre aux entreprises de donner leur pleine mesure, car, ne l'oublions jamais, ce sont d'abord les entreprises qui font l'emploi. C'est pourquoi de nouvelles décisions seront prises pour alléger les procédures inutiles et les charges excessives qui entravent leur dynamisme et qui suscitent, chez trop d'entre elles, une sorte de réticence à embaucher ». Puis, pour faire contre-poids, il ajoute : « Renforçons la prévention des licenciements et des plans sociaux. Instaurons de nouveaux droits au reclassement pour les salariés des petites et moyennes entreprises. Modernisons notre service public de l'emploi ». Plus hypocrite, tu meurs ! Il doit pourtant bien savoir que les "restructurations" vont continuer : dans le Nord et en Lorraine, les fermetures des sites "non rentables" du groupe Arcelor, aux destinées duquel présidait son actuel ministre des finances, vont se poursuivre [\[2\]](#) ; la restructuration de STMicroelectronics s'accompagnera en 2004 de l'arrêt du site de Rennes ; dans la chimie, Atofina, Rhodia, Aventis, Pfizer ont déjà annoncé des suppressions d'emplois. Ce ne sont là que quelques exemples car, si l'on en croit J.P. Aubert, le tout nouveau chef de la mission interministérielle sur les mutations économiques, « les restructurations n'ont pas de raisons de s'arrêter. Elles pourraient même s'accélérer dans certains secteurs. » [\[3\]](#)

L'exemple des États-Unis

Le Président aurait pu aussi regarder ce qui se passe aux États-Unis qui bénéficient d'une forte croissance, mais sans création significative d'emplois : dans les services l'emploi n'a augmenté que de 0,4% en deux ans et dans l'industrie manufacturière, il a diminué de 8%, ce qui correspond à une perte de 1,28 millions d'emplois. « Jamais un tel phénomène ne s'était produit antérieurement [...] La reprise de l'activité n'empêche plus cette fois la destruction massive d'emplois industriels » [4]. De deux choses l'une : ou Jacques Chirac ne lit jamais les rapports de ses experts, ou il se moque une fois de plus des Françaises et des Français.

Vouloir répartir un nombre croissant de chômeurs dans un nombre décroissant d'emplois tout en augmentant la durée du travail relève de la quadrature du cercle.

Le problème ne peut se résoudre qu'en diminuant fortement la durée du travail, tout en allouant à chacun un revenu décent. Or cela ne peut se faire qu'en redonnant d'abord à l'État la maîtrise de la création monétaire.

[1] Rapport du 23/12/2003

[2] Joseph Kinsch, président du conseil d'administration d'Arcelor, Le Monde, 3/01/2004.

[3] Le Monde, 3/01/2004.

[4] Rapport de l'institut Rexecode, 14/01/2004.